

Décret n° 2016-1311 du 4 octobre 2016 modifiant le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

NOR: LHAL1600671D

ELI: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/10/4/LHAL1600671D/jo/texte>

Alias: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/10/4/2016-1311/jo/texte>

Publics concernés : membres des commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité (CCDSA), exploitants d'établissements recevant du public.

Objet : mise à jour et modifications des missions et de la composition des commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité (CCDSA).

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Notice : le décret modifie le décret n° 95-260 du 8 mars 1995. Il met à jour les missions et la composition des CCDSA en ce qui concerne les aspects relatifs à l'accessibilité, en cohérence avec les textes réglementaires relatifs aux agendas d'accessibilité programmée, aux schémas directeurs d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée, aux logements à occupation temporaire ou saisonnière et pour tenir compte de l'introduction des solutions d'effet équivalent.

Références : ce décret modifie le décret du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité qui peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre du logement et de l'habitat durable,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-7 et suivants, R. 111-18-1 à R. 111-18-10, R. 111-19 à R. 111-19-47 ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 1112-2-1 et R. 1112-16 ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu le décret n° 2015-630 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Décète :

Article 1

Le décret du 8 mars 1995 susvisé est modifié conformément aux articles 2 à 7 du présent décret.

Article 2

Au 2 de l'article 2 :

1° Au deuxième alinéa, les mots : « aux dispositions des articles R. 111-18-3, R. 111-18-7 et R. 111-18-10 » sont remplacés par les mots : « aux dispositions de l'article R. 111-18-10 » ;

2° Après le deuxième alinéa, sont insérés les alinéas ainsi rédigés :

« Les dispositions relatives aux solutions d'effet équivalent prévues notamment aux articles R. 111-18-1, R. 111-18-2 et R. 111-18-6 du code de la construction et de

l'habitation.

« Les dispositions relatives à l'accessibilité des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente conformément aux dispositions de l'article L. 111-7-1 du code de la construction et de l'habitation. » ;

3° Le troisième alinéa est remplacé par l'alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, aux dérogations à ces dispositions dans les établissements recevant du public et installations ouvertes au public, et aux agendas d'accessibilité programmée conformément aux dispositions des articles R. 111-19 à R. 111-19-47 du code de la construction et de l'habitation. » ;

4° Après le troisième alinéa sont insérés les alinéas ainsi rédigés :

« Les dispositions relatives au respect des règles d'accessibilité dans les projets de schéma directeur d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée des services de transport conformément aux dispositions du III de l'article L. 1112-2-1 et à l'article R. 1112-16 du code des transports, les demandes de dérogations motivées par une impossibilité technique qu'ils comportent et, le cas échéant, le préambule prévu par l'avant-dernier alinéa du I de l'article L. 1112-2-1 et les autres éléments qui portent sur plusieurs départements.

« La procédure de constat de carence telle que prévue à l'article L.111-7-11 du code de la construction et de l'habitation. »

Article 3

L'article 7 est complété par l'alinéa suivant :

« La présence du maire de la ou des communes concernées ou de l'adjoint désigné par lui est facultative pour les dossiers d'agendas d'accessibilité programmée portant sur un ou plusieurs établissements recevant du public ou installations ouvertes au public qui ne sont pas associés à une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public en application du II de l'article D. 111-19-34 code de la construction et de l'habitation. Elle est également facultative pour les dossiers liés aux schémas directeurs d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée mentionnés au sixième alinéa du 2 de l'article 2. »

Article 4

L'article 12 est complété par l'alinéa suivant :

« La présence et l'avis écrit du maire de la ou des communes concernées ou de l'adjoint désigné par lui sont facultatifs pour les dossiers d'agendas d'accessibilité programmée portant sur un ou plusieurs établissements recevant du public ou installations ouvertes au public qui ne sont pas associés à une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public en application du II de l'article D. 111-19-34 code de la construction et de l'habitation. Ils sont également facultatifs pour les dossiers liés aux schémas directeurs d'accessibilité-agendas d'accessibilité programmée mentionnés au sixième alinéa du 2 de l'article 2. »

Article 5

A l'article 15 du décret :

1° Le 2 est remplacé par l'alinéa ainsi rédigé :

« 2. Du directeur départemental chargé de la protection des populations et du directeur départemental chargé de la construction avec voix délibérative sur toutes les affaires ; »

;

2° Au 5, après les mots : « installations ouvertes au public » sont insérés les mots : « y compris les dossiers d'agendas d'accessibilité programmée » ;

3° Après le 6, il est inséré l'alinéa ainsi rédigé :

« 6° bis. Pour les schémas directeurs d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée des services de transport, de quatre personnes qualifiées en matière de transport avec voix délibérative ; » ;

4° Le 7 est complété par l'alinéa ainsi rédigé :

« La présence du maire de la ou des communes concernées ou de l'adjoint désigné par lui est facultative pour les agendas d'accessibilité programmée qui portent sur un ou plusieurs établissements recevant du public ou installations ouvertes au public qui ne sont pas associés à une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public en application du II de l'article D. 111-19-34 code de la construction et de l'habitation. Elle est également facultative pour les dossiers liés aux schémas directeurs d'accessibilité-agenda d'accessibilité programmée mentionnés au sixième alinéa du 2 de l'article 2. »

Article 6

L'article 16 est remplacé par :

« Art. 16. - Le préfet désigne par arrêté le directeur départemental chargé de la construction ou le directeur départemental chargé de la protection des populations pour assurer le secrétariat. »

Article 7

Aux articles 27, 28 et 33, la référence : « R. 111-19-16 » est remplacée par la référence : « R. 111-19-30 ».

Article 8

Les dispositions du présent décret s'appliquent à compter du 1er janvier 2017.

Article 9

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, la ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre de l'intérieur, la ministre du logement et de l'habitat durable, le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche et la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 4 octobre 2016.